



Convention sur l'élimination
de toutes les formes de
discrimination à l'égard
des femmes

Distr.
GÉNÉRALE

CEDAW/C/PAR/1-2/Add.2
30 novembre 1995

FRANÇAIS

ORIGINAL : ESPAGNOL

Comité sur l'élimination de la discrimination
à l'égard des femmes

EXAMEN DES RAPPORTS PRÉSENTÉS PAR LES ÉTATS PARTIES EN APPLICATION
DE L'ARTICLE 18 DE LA CONVENTION SUR L'ÉLIMINATION DE TOUTES LES
FORMES DE DISCRIMINATION À L'ÉGARD DES FEMMES

Rapports initiaux et deuxièmes rapports périodiques
des États parties

Additif

PARAGUAY

Les renseignements complémentaires ci-après ont été reçus de l'État partie
au sujet de son rapport initial et deuxième rapport périodique combinés
(CEDAW/C/PAR/1-2 et Add.1)

Annexe I

Extraits du rapport national sur le développement humain
dans la perspective masculin/féminin, 1995*

L'OUVERTURE DÉMOCRATIQUE EST LE PAS LE PLUS IMPORTANT FRANCHI PAR LE PARAGUAY DANS LE SENS DU DÉVELOPPEMENT HUMAIN, MAIS L'EXCLUSION DES FEMMES DE LA GESTION POLITIQUE AFFAIBLIT LES RÉALISATIONS

Une des éléments fondamentaux du développement humain réside dans la participation des citoyens et des citoyennes aux décisions qui les touchent, comme l'indique le Rapport sur le développement humain de 1993. Après plusieurs décennies d'isolation, le Paraguay s'est joint en 1989 au courant de la démocratisation. Depuis cette année-là, le pays réalise des avancées constantes en matière de liberté, de tolérance et de création d'institutions.

Toutefois, selon le Rapport national sur le développement humain, que le PNUD a réalisé pour la première fois au Paraguay, la faible participation des femmes aux postes de direction de l'État, des partis politiques et des organismes sociaux signale la faiblesse du processus. Les Paraguayennes, qui constituent la moitié de la population, ont exprimé leur désir de participation politique. La faiblesse de leur participation aux décisions concernant les normes qui régissent l'ensemble de la société, à la conduite des affaires publiques, aux dispositions relatives aux ressources sociales et à l'administration de la justice figurent parmi leurs principales préoccupations.

Les chiffres comparatifs par sexes révèlent qu'il subsiste des inégalités dans la participation politique. Sur les 198 députés de l'Assemblée nationale constituante de 1992, on comptait 177 hommes (89,4 %) et 21 femmes (10,6 %). Aucune femme n'a été candidate à la présidence de la République, et à peine une a été candidate à la vice-présidence avec quelque chance d'être élue. Les 17 gouverneurs élus sont tous des hommes.

Une seule femme a été titulaire de l'un des 11 portefeuilles ministériels. Il s'agit du docteur Cynthia Prieto Conti, nommée Ministre de la santé publique et des affaires sociales le 18 novembre 1989. Elle a exercé sa charge jusqu'à la fin de la transition, le 15 août 1993. Aucun ministère n'est actuellement dirigé par une femme. Mais on peut signaler une importante avancée avec la création du Secrétariat d'État aux femmes, décidée en 1992 et réalisée en 1993, lequel est dirigé par le docteur Cristina Muñoz qui a rang de ministre.

Les deux premières ambassadrices du Paraguay (en Bolivie et en Colombie) ont été nommées en 1994. Ces nominations marquent le franchissement d'une nouvelle barrière pour les femmes, qui sont également admissibles à toutes les charges publiques.

La composition du Congrès (parlement) a changé radicalement en 1993. D'abord parce que la Chambre des députés est devenue, aux termes de la

* Voir la section III du document CEDAW/C/PAR/1-2/Add.1.

Constitution, une instance à représentation régionale. Ensuite parce que l'Asociación Nacional Republicana (ANR) – le parti Colorado – a vu sa députation tomber de 66 % dans les deux chambres à 44,5 % au Sénat et à 47,5 % à la Chambre des députés. L'opposition détient ainsi la majorité absolue au Congrès. Mais si le pluralisme politique s'est nettement affirmé au Paraguay, le pluralisme masculin/féminin reste inchangé avec une députation féminine de 5,6 %.

Malgré la faible participation quantitative des femmes, il est encourageant de constater qu'elles ont trouvé des formules créatives pour faire prendre en compte et approuver leurs préoccupations. À l'Assemblée nationale constituante, le « groupe parlementaire des femmes » a obtenu la consécration de l'égalité juridique illimitée entre hommes et femmes et a jeté les bases d'actions positives.

On espère pouvoir récolter bientôt les fruits des efforts convergents réalisés dans ce domaine par le Secrétariat d'État aux femmes, par les organisations interpartis, par les organismes sociaux, par les centres de recherche et par les institutions multilatérales. La participation des deux sexes aux instances de décision est un élément essentiel à l'enracinement de la démocratie et du développement humain, lesquels ne sauraient s'accommoder de l'exclusion d'une moitié de la population.

RECONNAISSANCE ET EXERCICE DES DROITS : ÉGALITÉS ET DISPARITÉS

Les réformes d'ordre juridique réalisées au Paraguay depuis un demi-siècle ont bénéficié de la contribution des organisations de femmes ainsi que des progrès issus des instruments internationaux et de la législation comparée.

En 1954, la loi intitulée Ley N° 236 de los Derechos Civiles de la Mujer (loi N° 236 relative aux droits civils de la femme) confère pour la première fois l'exercice de ces droits aux femmes célibataires et veuves, car la loi intitulée Ley del Matrimonio Civil de las Personas (loi relative au mariage civil), alors en vigueur, impose certaines restrictions à la femme mariée.

En 1961, la loi intitulée Ley Electoral N° 600 (loi électorale N° 600) confère des droits politiques égaux aux hommes et aux femmes. Et en 1963, l'Estatuto Agrario (statut agraire) établit explicitement l'égalité de droits fonciers entre hommes et femmes.

En 1986, le Paraguay ratifie la Convention des Nations Unies sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et, étonnamment, promulgue en 1987 un Code civil qui établit une discrimination explicite entre hommes et femmes en matière de mariage. L'année suivante, la Coordinación de Mujeres del Paraguay (coordination des femmes du Paraguay) présente au Congrès national une proposition tendant à amender le Code civil, laquelle ne sera pas promulguée avant 1992.

En 1991 est promulguée au Paraguay la loi intitulée Ley del Divorcio Vincular (loi relative au divorce), premier texte autorisant la dissolution des liens du mariage et le remariage, dans l'égalité de droits entre l'homme et la femme.

En 1991 est promulguée la loi 104 qui décriminalise l'adultère et réprime la prostitution d'autrui et la traite des femmes.

En juin 1992 entre en vigueur la première Constitution nationale établissant l'égalité de droits entre les femmes et les hommes et l'on autorise l'application de mécanisme de discrimination palliative en faveur des femmes.

La même année est promulguée la loi N° 1 modifiant le Code civil, qui supprime la discrimination entre les conjoints, confère une compétence juridique identique à l'homme et à la femme, et établit l'égalité à l'égard de divers aspects relatifs au mariage. La même année, le Código del Menor (code des mineurs) fait l'objet d'une réforme partielle établissant l'égalité de droits entre les parents vis-à-vis de leurs enfants mineurs.

En 1993 est promulgué le nouveau Código Laboral (code du travail) qui institue l'égalité de droits entre hommes et femmes dans les relations de travail, mais l'exécutif oppose son veto à certains articles essentiels concernant les droits propres à la femme.

En juin 1995, le Gouvernement paraguayen ratifie la Convention interaméricaine sur la prévention, la punition et l'élimination de la violence contre la femme.

Malgré ces importantes avancées vers l'égalité, il subsiste des inégalités explicites dans le domaine pénal (Code pénal, Code de procédure pénale et loi établissant le régime pénitentiaire). Le Code pénal et le Code de procédure pénale font actuellement l'objet de réformes de fond sur la base de propositions présentées au Congrès national par diverses instances gouvernementales et organisations non gouvernementales. Le débat ne s'est pas révélé facile. On espère qu'une nouvelle législation pénale mettra fin aux discriminations, subordinations et restrictions que la loi actuelle impose aux femmes.

DES AVANCÉES, MAIS INSUFFISANTES

Les avancées réalisées par les femmes ces 20 dernières années sont indiscutables, mais insuffisantes. L'intégration au développement de considérations d'ordre masculin/féminin est un phénomène nouveau pour la société civile et pour l'État. Faute de prendre en compte l'indispensable participation des femmes, le concept de développement reste amoindri.

La femme a progressé dans l'éducation, dans la législation et dans sa propre organisation. Entre 1961 et 1992, elle a accédé à l'égalité devant la loi électorale, le Statut agraire, la loi relative au divorce et le Code civil. La Constitution de 1992, qui jette les bases d'une coexistence démocratique, reconnaît et favorise l'égalité entre les sexes. L'enseignement primaire accueille un nombre quasiment égal de filles et de garçons, mais l'université compte toujours une légère majorité d'étudiants masculins. De même, la mortalité maternelle a diminué tandis que la baisse du taux de natalité a ouvert de nouvelles possibilités aux femmes. Les organisations de femmes ont augmenté en nombre, en visibilité et en importance ces dernières décennies. La Coordinación de Mujeres del Paraguay (CMP) est fondée en 1987. Cinq

importantes organisations de femmes seront constituées et consolidées entre 1989 et 1995.

Mais la discrimination subsiste dans ces domaines. Sur dix personnes analphabètes, six sont des femmes. Vingt-trois décès sur 100 résultent d'un avortement, taux le plus élevé de la région. Les articles du nouveau Code du travail relatifs aux droits masculin/féminin ont été annulés par veto. Les effectifs des organisations de femmes restent modestes, mais celles-ci ont réalisé des avancées importantes dans une société qui, récemment encore, se caractérisait par l'exclusion de toute vie associative.

Les structures de la discrimination restent solidement ancrées dans d'autres secteurs tels que la vie économique et politique. Les statistiques économiques excluent le travail des femmes dans l'agriculture et ne tient pas compte du travail domestique en milieu urbain ou rural. Ces deux catégories de travailleuses sont considérées comme sans activité. À travail égal, le revenu du travail des femmes est inférieur à celui des hommes. Ces cinq dernières années, la rémunération des femmes de l'agglomération d'Asunción n'atteignait pas les deux tiers de celle des hommes. Le maintien de la discrimination économique est favorisé par la sous-représentation des femmes aux postes de décision politique. Cette situation lamentable n'est pas limitée aux structures de l'État. Les auteurs de la Constitution comptaient une femme pour neuf hommes; pendant la transition (1989-1993), un ministre sur 12 était une femme et deux sous-secrétaires d'État sur 18 étaient des femmes. Le personnel dirigeant des partis politiques compte 14 % de femmes, dont aucune aux postes principaux.

Bien que les femmes aient aujourd'hui un niveau d'instruction semblable à celui des hommes et qu'elles contribuent pour beaucoup au produit global, leur apport à l'économie ne se reflète pas dans les statistiques du fait que leur travail n'est pas reconnu, qu'il est moins rémunéré et qu'il est peu valorisé. Par exemple, bien que le recensement de 1992 révèle que le taux de participation féminine au secteur agricole est de 1,5 %, le recensement agricole de 1991, qui inclut les travailleuses permanentes et occasionnelles de ce secteur, chiffre ce même taux de participation à 64,5 %, soit 43 fois plus. De même, si l'on prend en compte les femmes qui se consacrent à des tâches rémunérées et non rémunérées, le taux global de participation féminine augmente de façon considérable.

Il faut souligner les progrès réalisés au plan des institutions, notamment la création du Secrétariat d'État aux femmes et la mise en place de bases juridiques pour des mesures publiques palliatives en faveur de l'égalité réelle. Pourtant, l'investissement dans la femme est insignifiant. Entre 1994 et 1995, il oscille entre 0,6 % et 6,0 % du budget national. De ce fait, la participation des femmes au développement restera invisible et peu appréciée. Quant à la recherche sur les femmes, qui est un phénomène nouveau, elle est réalisée presque exclusivement par des femmes et financée dans la majorité des cas par des fondations internationales. À peine 1 % des publications rédigées par des hommes depuis un quart de siècle ont été consacrées à ce sujet.

Une vaste mutation culturelle est en cours. La pensée et l'action visant à renverser l'inégalité et la discrimination séculaires envers les femmes progressent. Ce n'est que lorsque les femmes et les hommes seront au centre du

développement et qu'existera l'égalité masculin/féminin que l'on pourra compter pleinement sur la créativité et la productivité de chacun. Le développement humain est une nécessité pour surmonter le sous-développement et parvenir au développement durable.

QUI COMPTE VRAIMENT AU PARAGUAY?

La société paraguayenne est hétérogène. Cette diversité n'est pas neutre. Il existe des rapports de forces entre les divers groupes. Dans certains cas – notamment en ce qui concerne la religion, la race, l'âge et l'ethnicité – les minorités sont victimes de discrimination. Dans d'autres cas, la discrimination s'exerce à l'encontre de majorités telles que les paysans et les unilingues guaranis. Mais la même différence existe dans tous ces groupes. Sur une population de 4 152 588 habitants, le Paraguay compte 49,8 % de femmes et 50,2 % d'hommes, mais celles-ci sont toujours en situation défavorisée.

Cette question a suscité un débat au Paraguay. Le pays a survécu grâce au travail des femmes pendant les deux guerres internationales dont il a été victime. Les femmes ont longtemps constitué la majorité des reconstituteurs du pays. C'est ainsi qu'est né le mythe d'un matriarcat paraguayen. On a confondu responsabilités et pouvoir. Il a fallu démontrer, chiffres à l'appui, que les Paraguayennes sont en situation d'infériorité face aux hommes.

L'aptitude des femmes à perpétuer l'espèce humaine a été et est encore invoquée pour justifier une rigoureuse division sexuelle du travail et du pouvoir social. Les femmes s'occupent de procréation et de questions dépourvues de prestige social, et les hommes de l'espace public, de la production et des fonctions de prestige.

L'oeuvre de Simone de Beauvoir et celle de Margaret Mead sont au nombre des études d'avant-garde qui ont exercé une grande influence au Paraguay en réfutant le caractère « naturel » de la stricte division sexuelle du travail et entre la sphère privée et l'espace public. Certes, Serafina Dávalos s'était déjà employée, dans un chapitre entier de sa thèse, à démontrer que « l'esclavage de la femme n'est pas naturel », les chercheuses paraguayennes des années 80 ont plus été influencées par la diffusion de travaux d'origine anglo-saxonne et latino-américaine que par le legs de celles qui les avaient précédées au Paraguay.

À partir de la première rencontre nationale des femmes réalisée à Asunción en 1987, le terme le plus fréquemment employé au sujet des différentes situations d'injustice masculin/féminin est celui de « discrimination ». L'exclusion et la forme la plus grave de discrimination. On observe dans la société paraguayenne diverses formes d'exclusion, dont certaines sont explicites comme dans l'Eglise catholique qui interdit le sacerdoce aux femmes, et dans les forces armées qui ne prévoient aucune possibilité pour les femmes d'accéder à la carrière militaire. Dans d'autres cas, les femmes sont exclues en dépit de leur égalité juridique, comme en témoigne l'absence de femmes aux plus hauts postes du pouvoir judiciaire, à la présidence de la République et au sommet de la hiérarchie des partis politiques, des syndicats et des organisations paysannes.

On peut parler dans ces cas de l'existence au Paraguay d'un « plafond de verre » (glass ceiling), cet obstacle invisible qui barre l'accès des femmes, au-delà de la reconnaissance de leurs droits et du développement de leur potentiel.

Il faut éviter le piège consistant à analyser la discrimination à l'égard des femmes comme une forme d'oppression consciemment exercée par les hommes à l'encontre des femmes et de leur volonté d'occuper un autre espace. En fait, les deux sexes appartiennent à la même culture dont est issue (et qui entretient) la division masculin/féminin des rôles.

Les plans de développement sont également issus de cette culture et ils reflètent l'ordre social dominant. La perspective masculin/féminin étant la grande absente de ces plans, ceux-ci ne prennent donc pas en compte la problématique des femmes dans son authentique dimension.

Une analyse des divers plans de développement économique et social des quatre dernières années avalise cette affirmation, et elle permet de constater le rôle fondamental que joue l'État dans la définition des politiques de développement mises en oeuvre dans le pays. L'État se constitue ainsi en une institution qui, faute de reconnaître la discrimination dont les femmes sont victimes, ne fait rien pour remédier à cette réalité.

Dans les années 70, les plans de développement élaborés par le Secrétariat technique au plan ne mentionnent pas la problématique des femmes. Seul le chapitre du plan national 1977-1981 qui mentionne les secteurs sociaux parmi les objectifs en matière de ressources humaines et d'emploi qualifie la femme de ressource sous-utilisée sur le marché du travail. Mais cette mention reste du domaine théorique car, dans la pratique, aucun mécanisme n'a été mis en oeuvre en vue de remédier à cette situation.

La décennie pour la femme, qui a débuté en 1976 et s'est achevée en 1985 avec la Conférence mondiale sur les femmes à Nairobi et l'adoption des « Stratégies prospectives d'action de Nairobi pour la promotion de la femme », n'a entraîné aucun changement dans les perspectives de l'État paraguayen, quant à la situation de discrimination où se trouvaient les femmes. Les orientations et stratégies du Plan national de développement économique et social 1985-1989 ne font aucune mention spécifique de la thématique féminine.

En 1989, un coup d'État met fin au régime dictatorial qui dominait le pays depuis près de quarante ans. Cette même année est élaboré un plan national d'urgence dans lequel on mentionne pour la première fois la promotion de la femme parmi les objectifs généraux en matière de développement social. D'autre part, dans le cadre des politiques d'ordre social, le plan souligne la nécessité d'affecter des ressources publiques accrues aux activités concernant l'éducation, la nutrition et la santé des femmes. Il consacre en outre un chapitre entier à la problématique des femmes sous le titre « Promotion de la femme ». Ce plan représente un progrès par rapport aux autres mais il souffre de certaines limitations. Celles-ci vont d'un diagnostic incomplet de notre réalité jusqu'à des propositions d'ordre très général qui ne permettent pas d'élaborer des stratégies permettant d'influer effectivement sur le changement de la condition de la femme paraguayenne.

La création du Secrétariat d'État aux femmes en 1992 et son démarrage en 1993 est la mesure la plus importante prise au niveau de l'État en ce qui concerne les femmes. Cette instance est chargée de garantir que la perspective masculin/féminin fasse partie intégrante de tous les plans de développement.

À noter que si l'État prête une grande attention à la problématique des femmes, tant dans le dernier plan de développement que depuis la création du Secrétariat d'État aux femmes, cette préoccupation ne se reflète pas dans le montant des investissements affectés aux femmes. L'analyse des divers fonds statistiques consultés en vue de l'établissement du présent rapport révèle que l'investissement réalisé au Paraguay dans des projets destinés directement ou indirectement aux femmes oscille entre 0,3 % et 6 %.

Au niveau macroéconomique, on n'est pas parvenu à ce que « l'intervention de l'État transforme ses postulats d'une neutralité théorique face aux rapports masculin/féminin ». Pour ce cette modification évolue, il est indispensable que les femmes exercent une influence accrue sur les niveaux décisionnels politiques, c'est-à-dire dans les espaces où se prennent les décisions qui engagent l'avenir de chacun et de chacune.

Promouvoir un développement humain centré sur la qualité de vie des deux constituants de l'espèce humaine est un défi auquel on ne saurait se soustraire si l'on veut parvenir à une société dont la moitié de la population de se sentira pas exclue.

Contribution de la femme

Le « pouvoir » des femmes : une figure rhétorique

L'idéalisation dont la femme est l'objet dans la chanson et la poésie populaire rurale aspire à représenter l'image de la femme paraguayenne en général. Cette image est en essence celle de la mère stoïque. Dans certains cas, la maternité est comparée au concept de la Vierge, mère de Dieu, et il semble n'exister rien de plus haut méritant une plus grand culte.

« *Evoco en la lejanía tu infantil figura Tupasyti ...* »
« *Epayna che tupasy ...* », etc.

Ces figures rhétoriques expriment une image sublimée de la condition réelle de la femme, victime de l'inégalité et de la discrimination comme on l'a décrit dans section « Production » — mais il semblerait que la société s'absolve de ses fautes socio-historiques en justifiant cette situation défavorisée par le discours tant répandu selon lequel « le Paraguay est dominé par le matriarcat ».

La situation de la femme rurale au quotidien ne correspond pas — en termes de décision, d'action et de possibilité d'exercer une influence effective ou institutionnelle — à la situation d'un régime que l'on pourrait qualifier de *matriarcal*, c'est-à-dire à un système globalisateur de répartition et d'exercice du pouvoir des femmes dans une communauté locale. Si les femmes dominent (en tout cas au Paraguay) c'est dans la prise de décisions au foyer.

Source : Rojas, E. *Kuña Paraguay. La mujer en la domesticidad rural. Asunción. CPES, 1986*
(traduction non officielle)

		Population féminine en âge de travailler ¹	Population active élargie ²
Travail féminin au foyer ³			
Population active + population sans activité économique	482 757	32,8 %	42,5 %
Population active	87 120	5,9 %	7,7 %
En milieu urbain	73 435	5,0 %	6,5 %
Travail domestique rémunéré	72 311	4,9 %	6,4 %
Travailleuses familiales non rémunérées	1 124	0,1 %	0,1 %
En milieu rural	13 685	0,9 %	1,2 %
Travail domestique rémunéré	10 264	0,7 %	0,9 %
Travailleuses familiales non rémunérées	3 421	0,2 %	0,3 %
Population sans activité économique	395 637	26,8 %	34,8 %
Femmes au foyer	395 637	26,8 %	34,8 %
En milieu urbain	341 807	23,2 %	30,1 %
En milieu rural ⁴	58 830	3,7 %	4,7 %

Sources : ¹ Par rapport à la population féminine en âge de travailler selon le recensement de la population et de l'habitation de 1992 (1 473 878 femmes).

² Par rapport à la population active féminine élargie (1 135 770 femmes).

³ Selon le recensement de la population et de l'habitation de 1992 et le recensement national de l'agriculture de 1991.

⁴ Dans le cas du travail domestique rural de la population sans activité économique, on a soustrait du nombre de 477 434 femmes au foyer recensées en 1992 les 423 604 femmes se livrant à des travaux agricoles de façon occasionnelle ou permanente selon le recensement de 1991.

Annexe II

TABLEAUX

1. Population selon le milieu urbain ou rural,
 par sexes et indices de masculinité

Population	Recensements				
	1950	1962	1972	1982	1992
<u>Totale</u>	1 328 452	1 819 103	2 357 955	3 029 830	4 152 588
Hommes	649 109	894 164	1 169 111	1 521 409	2 085 905
Femmes	679 343	924 939	1 188 844	1 508 421	2 066 683
<u>Urbaine</u>	459 726	651 869	882 345	1 295 345	2 089 688
Hommes	216 763	305 086	416 680	625 760	1 007 400
Femmes	242 963	345 783	465 665	669 585	1 082 288
<u>Rurale</u>	868 726	1 167 234	1 475 610	1 734 485	2 062 900
Hommes	432 346	588 078	752 431	895 649	1 078 505
Femmes	436 380	579 156	723 179	838 836	984 395
<u>Indice de masculinité</u>					
Population totale	95,5	96,7	98,3	100,9	100,9
Population urbaine	89,2	88,5	89,5	93,5	93,1
Population rurale	99,1	101,5	104,0	106,8	109,6

Source : Recensement national de la population et de l'habitation

Évolution de l'indice de masculinité, 1950-1992

Indice de
 masculinité

P. rurale
 P. totale
 P. urbaine

Années censitaires

/...

2. Composition de l'Assemblée nationale constituante, 1992

	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
				(pour cent)		
Total	177	21	198	89,4	10,6	100
Asociación Nacional Republicana (ANR)	112	11	123	91	9	100
Partido Liberal Radical Auténtico (PLRA)	47	7	54	87	13	100
Constitución para Todos	16	3	19	84,2	15,8	100
Partido Revolucionario Febrerista (PRF)	1	0	1	100	0	100
Partido Democrático Cristiano (PDC)	1	0	1	100	0	100

3. Composition du Congrès, par partis politiques, 1993-1998

Partis	Sénateurs						Députés					
	H	%	F	%	T	%	H	%	F	%	T	%
ANR	17	85	3	15	20	100	37	97	1	3	38	100
PLRA	15	88	2	15	17	100	32	97	1	3	38	100
Encuentro Nacional	8	100	0	0	8	100	9	100	0	0	9	100

4. Pouvoir législatif, 1993-1998

Chambres	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
				(pour cent)		
Sénat	40	5	45	88,8	11,2	100
Ch. des députés	78	2	80	97,5	2,5	100
	118	7	125	94,4	5,6	100

/...

5. Pouvoir judiciaire, 1995

Instances	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
				(pour cent)		
Cour suprême	9	0	9	100	0	100
Conseil de la magistrature	8	0	8	100	0	100
Tribunal supérieur de justice électorale	3	0	3	100	0	100
Cours d'appel	71	7	78	91	9	100
Juges de première instance	41	6	47	87	13	100
Total	132	13	145	91	9	100

6. Ministère public, 1992

	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
				(pour cent)		
Procureur général de la République	1	0	1	100	0	100
Procureurs	3	1	4	75	25	100
Substituts	28	11	39	72	28	100
Total	33	12	45	100	27	100

7. Administration municipale

	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
				(pour cent)		
Maires	194	13	207	94	6	100
Total	194	13	207	94	6	100

8. Corps diplomatique paraguayen, par postes et sexes, 1995

Postes	Hommes		Femmes		Total	
	n	%	n	%	n	%
Ambassadeur	23	92	2	8	25	100.0
Ministre conseiller	2	100,0	-	-	2	100.0
Conseillers	12	92,3	1	7,7	13	100.0
Premiers secrétaires	16	66,7	8	33,3	24	100.0
Deuxièmes secrétaires	5	50,0	5	50,0	10	100.0
Adjoints	4	36,4	7	63,6	11	100.0
Administrateurs d'ambassade	8	47,1	9	52,9	17	100.0
Attachés militaires	13	100,0	-	-	13	100.0
Total	83	72	32	27	115	100.0

9. Membres du service consulaire paraguayen, par sexes, 1992

Sexes	Nombres	Pourcentage
Hommes	87	75,0
Femmes	29	25,0
Total	116	100,0

10. Partis politiques, 1995

Partis	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
				(pour cent)		
ANR - Conseil de gouvernement	66	6	72	92	8	100
PLRA - Directoire	40	7	47	85	15	100
Encuentro Nacional - Coordination	25	5	30	83	17	100
PDC - Conseil national	21	2	23	91	9	100
Partido de los Trabajadores - Comité central	9	5	14	64	36	100
PRF - Comité exécutif national	24	6	30	80	20	100
Total	185	31	216	86	14	100

11. Fréquentation de l'enseignement --- Personnes de cinq ans ou plus, par sexes, zones (rurales ou urbaines) et âges, 1992

Zones et âges	Total			Fréquentent l'enseignement			Ne le fréquentent pas			Non précisé	
	Les 2 sexes	Hommes	Femmes	Les 2 sexes	Hommes	Femmes	Les 2 sexes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
Pays entier											
Total	3 543 382	1 775 810	1 767 572	1 059 205	539 227	519 978	2 475 037	1 232 023	1 243 014	4 560	4 580
5 à 9 ans	594 283	302 325	291 958	384 374	193 762	190 612	207 843	107 484	100 359	1 079	987
5 ans	118 992	60 472	58 520	19 261	9 474	9 787	99 731	50 998	48 733	-	-
6 ans	119 040	60 307	58 733	51 826	25 439	26 387	67 214	34 868	32 346	-	-
7 ans	118 315	60 289	58 026	95 638	48 353	47 285	21 683	11 427	10 256	994	485
8 ans	119 940	61 093	58 847	108 539	54 962	53 577	10 807	5 805	5 002	326	268
9 ans	117 996	60 164	57 832	109 110	55 534	53 576	8 408	4 386	4 022	244	234
10 à 14 ans	521 614	265 289	256 325	444 437	230 595	213 842	76 498	34 316	42 182	378	301
10 ans	117 212	60 285	56 927	110 912	57 012	53 900	6 142	3 179	2 963	94	64
11 ans	107 638	54 728	52 910	101 158	51 529	49 629	6 355	3 125	3 230	74	51
12 ans	111 530	57 507	54 023	100 235	52 199	48 036	11 159	5 223	5 936	85	51
13 ans	94 474	47 413	47 061	74 968	39 292	35 676	19 379	8 047	11 332	74	53
14 ans	90 760	45 356	45 404	57 164	30 563	26 601	33 463	14 742	18 721	51	82
15 à 19 ans	393 220	196 052	197 168	142 791	71 754	71 217	249 439	123 995	125 444	483	507
15 ans	83 992	42 353	41 639	42 299	22 106	20 193	41 549	20 182	21 367	65	79
16 ans	81 301	40 970	40 331	33 670	17 032	16 638	47 446	23 853	23 593	85	100
17 ans	80 987	41 127	39 860	27 881	13 775	14 106	52 899	27 243	25 656	109	98
18 ans	77 738	38 000	39 738	22 414	10 840	11 574	55 093	27 044	28 049	116	115
19 ans	69 202	33 602	35 600	16 527	7 821	8 706	52 452	25 673	26 779	108	115
20 à 24 ans	347 259	171 483	175 776	47 969	23 310	24 659	297 748	147 454	150 294	719	823
20 ans	74 321	35 955	38 366	13 472	6 348	7 124	60 525	29 453	31 072	154	170
21 ans	61 504	29 947	31 557	10 460	5 037	5 423	50 757	24 775	25 982	135	152
22 ans	76 574	38 704	37 870	10 053	4 909	5 144	66 181	33 633	32 548	162	178
23 ans	67 970	33 627	34 343	7 655	3 828	3 827	59 985	29 657	30 328	142	188
24 ans	66 890	33 250	33 640	6 329	3 188	4 141	60 300	29 936	30 364	126	135
25 à 29 ans	310 953	154 005	156 948	19 548	9 881	9 667	289 971	143 446	146 525	678	756
25 ans	63 714	31 425	32 289	5 055	2 594	2 461	58 330	28 674	29 656	157	172
26 ans	62 545	30 687	31 858	4 242	2 127	2 115	58 018	28 434	29 584	126	159
27 ans	63 485	31 391	32 094	3 872	1 985	1 887	59 329	29 269	30 060	137	147
28 ans	63 606	31 715	31 981	3 442	1 719	1 723	59 865	29 843	30 022	153	146
29 ans	57 603	28 787	28 816	2 937	1 456	1 481	54 429	27 226	27 203	105	132
30 à 34 ans	246 041	144 986	141 095	9 944	5 007	4 937	274 977	139 390	135 587	589	571
35 à 39 ans	240 051	121 493	118 558	5 834	2 927	2 907	233 359	118 141	115 218	425	433
40 à 44 ans	190 182	98 338	91 844	2 672	1 351	1 321	187 099	96 778	90 321	209	202
45 à 49 ans	152 250	76 655	75 595	1 636	820	816	150 614	75 835	74 779	-	-
50 ans ou plus	507 489	245 184	262 305	-	-	-	507 489	245 184	262 305	-	-

...

11. Fréquentation de l'enseignement — Personnes de cinq ans ou plus, par sexes, zones (rurales ou urbaines) et âges, 1992 (suite)

Zones et âges	Total			Fréquentent l'enseignement			Ne le fréquentent pas			Non précisé	
	Les 2 sexes	Hommes	Femmes	Les 2 sexes	Hommes	Femmes	Les 2 sexes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
Zones urbaines											
Total	1 818 877	869 777	949 100	600 814	296 012	304 802	1 211 381	570 540	640 841	3 225	3 457
5 à 9 ans	262 086	131 958	130 128	192 793	96 379	96 414	68 520	35 167	33 353	412	361
5 ans	51 374	25 975	25 399	14 045	6 885	7 160	37 329	10 090	18 239	-	-
6 ans	51 804	25 939	25 865	32 310	15 971	16 339	19 494	9 968	9 526	-	-
7 ans	51 567	26 048	25 519	45 318	22 820	22 498	5 892	3 044	2 848	184	173
8 ans	54 168	27 273	26 895	50 760	25 463	25 297	3 170	1 678	1 492	132	106
9 ans	53 173	26 723	26 450	50 360	25 240	25 120	2 635	1 387	1 248	96	82
10 à 14 ans	242 292	119 058	123 234	222 149	110 429	111 720	19 676	8 386	11 290	243	224
10 ans	52 984	26 745	26 239	51 360	25 903	25 457	1 524	785	739	57	43
11 ans	49 555	24 405	25 150	47 901	23 571	24 330	1 578	793	785	41	35
12 ans	51 180	25 621	25 559	48 326	24 291	24 035	2 758	1 272	1 486	58	38
13 ans	44 993	21 719	23 274	40 181	19 770	20 411	4 717	1 897	2 820	52	43
14 ans	43 580	20 568	23 012	34 381	16 894	17 487	9 099	3 639	5 460	35	65
15 à 19 ans	207 202	96 993	110 209	108 044	51 091	56 953	98 383	45 437	52 846	365	410
15 ans	42 381	19 941	22 440	29 328	14 240	15 088	12 950	5 655	7 295	46	57
16 ans	42 784	20 284	22 500	25 089	11 912	13 177	17 560	8 318	9 242	54	81
17 ans	43 678	21 136	22 542	21 690	10 184	11 506	21 821	10 865	10 956	167	80
18 ans	40 875	18 755	22 120	18 054	8 421	9 633	22 640	10 246	12 394	88	93
19 ans	37 484	16 877	20 607	13 883	6 334	7 549	23 412	10 453	12 959	90	99
20 à 24 ans	191 354	88 600	102 754	42 413	20 305	22 108	147 678	67 738	79 940	557	706
20 ans	40 056	18 109	21 947	11 621	5 343	6 278	28 188	12 657	15 531	109	138
21 ans	35 045	16 011	19 034	9 279	4 397	4 882	25 517	11 507	14 010	107	142
22 ans	41 976	19 753	22 223	8 991	4 341	4 650	32 704	15 284	17 420	128	153
23 ans	37 541	17 568	19 973	6 863	3 405	3 458	30 400	14 043	16 357	120	158
24 ans	36 736	17 159	19 577	5 659	2 819	2 840	30 869	14 247	16 622	93	115
25 à 29 ans	172 849	81 176	91 673	17 484	8 799	8 685	154 106	71 792	82 314	585	674
25 ans	35 067	16 392	18 675	4 512	2 312	2 200	30 275	13 949	16 326	131	149
26 ans	34 533	16 052	18 481	3 792	1 891	1 901	30 494	14 056	16 438	105	142
27 ans	35 476	16 590	18 886	3 470	1 774	1 696	31 752	14 696	17 056	120	134
28 ans	35 016	16 438	18 578	3 068	1 522	1 546	31 677	14 779	16 898	137	134
29 ans	32 757	15 704	17 053	2 642	1 300	1 342	29 908	14 312	15 596	92	115
30 à 34 ans	159 198	77 005	82 193	8 889	4 475	4 414	149 288	72 021	77 267	509	512
35 à 39 ans	132 610	64 666	67 944	5 219	2 614	2 605	126 632	61 683	64 949	369	390
40 à 44 ans	102 913	50 941	51 972	2 388	1 207	1 181	100 160	49 549	50 611	185	180
45 à 49 ans	81 277	39 647	41 630	1 435	713	722	79 842	38 934	40 908	-	-
50 ans ou plus	267 096	119 733	147 363	-	-	-	267 096	119 733	147 363	-	-

/...

11. Fréquentation de l'enseignement — Personnes de cinq ans ou plus, par sexes, zones (rurales ou urbaines) et âges, 1992 (suite)

Zones et âges	Total			Fréquentent l'enseignement				Ne le fréquentent pas				Non précisé		
	Les 2 sexes	Hommes	Femmes	Les 2 sexes	Hommes	Femmes	Les 2 sexes	Hommes	Femmes	Les 2 sexes	Hommes	Femmes		
Zones rurales														
Total	1 724 505	906 033	818 472	458 391	243 215	215 176	1 263 656	661 483	602 173	2 458	1 335	3 123		
5 à 9 ans	332 197	170 367	161 830	191 581	97 383	94 198	139 323	72 317	67 006	1 293	667	626		
5 ans	67 618	34 497	33 121	5 216	2 589	2 627	62 402	31 908	30 494	-	-	-		
6 ans	67 236	34 368	32 868	19 516	9 468	10 048	47 720	24 900	22 820	-	-	-		
7 ans	66 748	34 241	32 507	50 320	25 533	24 787	15 791	8 383	7 408	637	325	312		
8 ans	65 772	33 820	31 952	57 779	29 499	28 280	7 637	4 127	3 510	356	194	162		
9 ans	64 823	33 441	31 382	58 750	30 294	28 456	5 773	2 999	2 774	300	148	152		
10 à 14 ans	279 322	146 231	133 091	222 288	120 166	102 122	56 822	25 930	30 892	212	135	77		
10 ans	64 228	33 540	30 688	59 552	31 109	28 443	4 618	2 394	2 224	58	37	21		
11 ans	59 083	30 323	27 760	53 257	27 958	25 299	4 777	2 332	2 445	49	33	16		
12 ans	60 350	31 886	28 464	51 909	27 908	24 001	8 401	3 951	4 450	40	27	13		
13 ans	49 481	25 694	23 787	34 787	19 522	15 265	14 662	6 150	8 512	32	22	10		
14 ans	47 180	24 788	22 392	22 783	13 669	9 114	24 364	11 103	13 261	33	16	17		
15 à 19 ans	186 018	99 059	86 959	34 747	20 483	14 264	151 056	78 458	72 598	215	118	97		
15 ans	41 611	22 412	19 199	12 971	7 866	5 105	28 599	14 527	14 072	41	19	22		
16 ans	38 517	20 686	17 381	8 581	5 120	3 461	29 886	15 535	14 351	50	31	19		
17 ans	37 309	19 991	17 318	6 191	3 591	2 600	31 018	16 378	14 700	40	22	18		
18 ans	36 863	19 245	17 618	4 360	2 419	1 941	32 453	16 798	15 655	50	28	22		
19 ans	31 718	16 725	14 993	2 644	1 487	1 157	29 040	15 220	13 820	34	18	16		
20 à 24 ans	155 905	82 883	73 022	5 556	3 005	2 251	150 070	79 716	70 354	279	162	117		
20 ans	34 265	17 846	16 419	1 851	1 005	846	32 337	16 796	15 541	77	45	32		
21 ans	26 459	13 936	12 523	1 181	640	541	25 240	13 268	11 972	38	28	20		
22 ans	34 598	18 951	15 647	1 062	568	494	33 477	18 349	15 128	59	34	25		
23 ans	30 429	16 059	14 370	792	423	369	29 585	15 614	13 971	52	22	30		
24 ans	30 154	16 091	14 063	670	369	301	29 431	15 689	13 742	53	33	20		
25 à 29 ans	138 104	72 829	65 275	2 064	1 082	982	135 865	71 654	64 211	175	93	82		
25 ans	28 647	15 053	13 614	543	282	261	28 055	14 725	13 330	49	26	23		
26 ans	28 012	14 635	13 377	450	236	214	27 524	14 378	13 146	38	21	17		
27 ans	28 009	14 801	13 208	402	211	191	27 577	14 573	13 004	30	17	13		
28 ans	28 590	15 277	13 313	374	197	177	28 188	15 064	13 124	28	16	12		
29 ans	28 846	13 083	11 763	295	156	139	24 521	12 914	11 607	30	13	17		
30 à 34 ans	126 883	67 981	58 902	1 055	532	523	125 689	67 369	58 320	139	80	59		
35 à 39 ans	107 441	56 827	50 614	615	313	302	106 727	56 458	50 269	99	56	43		
40 à 44 ans	87 269	47 397	39 872	284	144	140	86 939	47 229	39 710	46	24	22		
45 à 49 ans	70 973	37 008	33 965	201	107	94	70 772	36 901	33 871	-	-	-		
50 ans ou plus	240 393	125 451	114 942	-	-	-	240 393	125 451	114 942	-	-	-		

/...

12. Chefs de ménages privés, par activités économiques et catégories professionnelles, par zones (rurales ou urbaines), sexe du chef de ménage et effectif du ménage, 1992

Zone, sexe du chef de ménage et effectif du ménage	Chefs de ménage											
	Economiquement actifs											
	Catégorie professionnelle											
	Total	Total	Patron ou employeur	Travailleur indépendant	Employé	Ouvrier ou journalier	Employé domestique	Travailleur familial non rémunéré	Non précisé	À la recherche d'un 1 ^{er} emploi	Sans activité économique	Sans indication d'activité
Pays entier												
Chefs de ménage	863 990	693 874	38 043	347 110	90 174	202 881	11 035	944	3 097	590	169 125	991
Ménages de :												
1 personne	65 158	45 010	1 816	20 629	6 956	13 664	1 534	75	233	106	20 032	116
2 personnes	100 229	70 723	3 793	32 641	11 313	20 380	2 040	110	331	115	29 362	144
3 personnes	130 389	101 599	5 337	47 563	14 976	30 935	2 018	150	483	137	28 659	131
4 personnes	145 312	119 758	7 081	55 493	18 043	36 694	1 717	140	502	88	25 396	158
5 personnes	129 512	108 736	6 743	51 952	15 596	32 466	1 290	134	492	63	20 652	124
6 personnes	102 290	86 160	5 271	43 626	10 756	25 059	937	98	361	52	16 021	109
7 personnes	70 305	59 441	3 306	32 151	6 048	16 936	641	90	257	12	10 799	65
8 personnes	48 013	40 806	2 046	23 836	3 193	11 153	351	60	164	3	7 157	50
9 personnes	37 158	31 664	1 400	19 801	1 825	8 211	232	50	139	6	5 447	47
10 pers. ou plus	35 624	29 977	1 250	19 418	1 468	7 383	275	40	135	8	5 600	47
Hommes chefs de ménage	683 943	635 115	34 776	324 139	75 014	195 430	1 669	865	2 763	459	48 014	814
Ménages de :												
1 personne	42 433	37 027	1 445	17 994	4 388	12 663	209	63	191	74	5 319	87
2 personnes	68 021	59 198	3 206	28 443	8 033	18 888	182	97	267	82	8 722	101
3 personnes	98 422	90 388	4 728	43 349	11 864	29 516	264	137	414	116	7 927	107
4 personnes	117 365	110 246	6 503	51 789	15 539	35 459	299	128	455	74	6 986	133
5 personnes	107 770	101 937	6 306	49 127	14 045	31 587	248	121	455	48	5 727	106
6 personnes	86 027	81 380	4 989	41 542	9 722	24 496	166	89	332	44	4 553	94
7 personnes	59 693	56 479	3 147	30 760	5 508	16 602	128	87	239	8	3 157	57
8 personnes	41 272	39 120	1 935	23 061	2 914	10 933	68	55	153	1	2 107	45
9 personnes	32 216	30 518	1 334	19 224	1 668	8 062	45	49	131	5	1 654	44
10 pers. ou plus	30 724	28 822	1 183	18 850	1 333	7 224	60	39	126	7	1 862	40
Femmes chefs de ménage	180 047	58 759	3 267	22 971	15 160	7 451	9 366	79	334	131	121 111	177
Ménages de :												
1 personne	22 725	7 983	371	2 635	2 568	1 001	1 325	9	42	32	14 713	29
2 personnes	32 208	11 525	587	4 198	3 280	1 492	1 858	13	69	33	20 640	43
3 personnes	31 967	11 211	609	4 214	3 112	1 419	1 754	24	69	21	20 732	24
4 personnes	27 947	9 512	578	3 704	2 504	1 235	1 418	12	47	14	18 410	25
5 personnes	21 742	6 799	437	2 825	1 551	879	1 042	13	37	15	14 925	18
6 personnes	16 263	4 780	282	2 084	1 034	563	771	9	29	8	11 468	15
7 personnes	10 612	2 962	159	1 391	540	334	513	3	18	4	7 642	8
8 personnes	6 741	1 686	111	775	279	220	283	5	11	2	5 050	5
9 personnes	4 942	1 146	66	577	157	149	187	1	8	1	3 793	3
10 pers. ou plus	4 900	1 155	67	568	135	159	215	1	9	1	3 738	7

/...

12. Chefs de ménages privés, par activités économiques et catégories professionnelles, par zones (rurales ou urbaines), sexe du chef de ménage et effectif du ménage, 1992 (suite)

Zone, sexe du chef de ménage et effectif du ménage	Chefs de ménage											
	Economiquement actifs											
	Catégorie professionnelle											
	Total	Total	Patron ou employeur	Travailleur indépendant	Employé	Ouvrier ou journalier	Employé domestique	Travailleur familial non rémunéré	Non précisé	À la recherche d'un 1 ^{er} emploi	Sans activité économique	Sans indication d'activité
Pays entier												
Chefs de ménage	451 948	357 645	28 104	112 509	81 077	123 776	9 363	262	2 174	380	93 616	687
Ménages de :												
1 personne	33 522	22 208	1 337	6 622	5 967	7 326	1 320	17	152	67	10 645	69
2 personnes	56 228	39 621	2 678	12 009	10 114	12 668	1 771	39	241	81	16 495	112
3 personnes	71 412	55 322	3 848	16 701	13 347	19 266	1 710	41	327	82	16 005	85
4 personnes	81 822	67 374	5 330	20 452	16 238	23 453	1 430	41	376	54	14 327	121
5 personnes	72 174	60 547	5 161	18 913	14 173	20 800	1 067	38	349	46	11 530	97
6 personnes	54 157	45 238	4 054	14 825	9 817	15 427	792	36	255	32	8 841	78
7 personnes	34 113	28 170	2 508	9 397	5 549	9 961	546	16	183	10	5 901	42
8 personnes	20 722	16 932	1 488	5 824	2 911	6 279	300	12	118	-	3 760	30
9 personnes	14 262	11 354	927	4 057	1 650	4 426	191	12	86	5	2 879	29
10 pers. ou plus	13 536	10 279	773	3 709	1 311	4 150	236	10	87	3	3 233	24
Hommes chefs												
de ménage	339 240	308 240	25 064	95 410	66 994	117 256	1 173	203	1 869	271	30 467	533
Ménages de :												
1 personne	18 934	15 954	992	4 606	3 616	6 443	136	12	113	36	2 934	46
2 personnes	35 289	29 801	2 130	8 838	7 079	11 368	122	28	183	53	5 416	72
3 personnes	50 884	45 774	3 277	13 501	10 455	18 000	185	29	261	66	5 045	65
4 personnes	64 037	59 357	4 795	17 686	13 892	22 263	211	33	334	43	4 579	101
5 personnes	58 740	54 907	4 754	16 830	12 720	20 044	179	29	317	34	3 753	80
6 personnes	44 389	41 344	3 792	13 332	8 854	14 967	117	29	228	25	2 981	64
7 personnes	27 884	25 764	2 358	8 407	5 042	9 674	94	13	168	8	2 085	35
8 personnes	16 934	15 559	1 385	5 265	2 652	6 091	48	10	108	-	1 349	26
9 personnes	11 547	10 448	871	3 648	1 500	4 301	35	11	78	4	1 073	26
10 pers. ou plus	10 602	9 332	710	3 297	1 184	4 005	46	9	79	2	1 252	18
Femmes chefs												
de ménage	112 708	49 405	3 040	17 099	14 083	6 520	8 190	59	305	109	63 149	154
Ménages de :												
1 personne	14 588	6 854	345	2 016	2 351	883	1 184	5	39	31	7 711	23
2 personnes	20 939	9 820	548	3 171	3 035	1 320	1 649	11	58	28	11 079	40
3 personnes	20 528	9 548	571	3 200	2 892	1 266	1 525	12	66	16	10 960	20
4 personnes	17 785	8 017	535	2 766	2 346	1 090	1 219	8	42	11	9 748	20
5 personnes	13 434	5 640	407	2 083	1 453	756	888	9	32	12	7 777	17
6 personnes	9 768	3 894	262	1 493	963	460	675	7	27	7	5 860	14
7 personnes	6 229	2 406	150	990	507	287	452	3	15	2	3 816	7
8 personnes	3 788	1 373	103	559	259	188	252	2	10	-	2 411	4
9 personnes	2 715	906	56	409	150	125	156	1	8	1	1 806	3
10 pers. ou plus	2 934	947	63	412	127	145	190	1	8	1	1 981	6

...

12. Chefs de ménages privés, par activités économiques et catégories professionnelles, par zones (rurales ou urbaines), sexe du chef de ménage et effectif du ménage, 1992 (suite)

Zone, sexe du chef de ménage et effectif du ménage	Chefs de ménage										Sans activité économique	Sans indication d'activité
	Économiquement actifs											
	Catégorie professionnelle											
	Total	Total	Patron ou employeur	Travailleur indépendant	Employé	Ouvrier ou journalier	Employé domestique	Travailleur familial non rémunéré	Non précisé	À la recherche d'un 1 ^{er} emploi		
Pays entier	412 042	336 229	9 939	234 601	9 097	79 105	1 672	682	923	210	75 509	304
Chefs de ménage												
Ménages de :												
1 personne	31 636	22 202	479	14 007	989	6 338	214	55	81	39	9 387	47
2 personnes	44 001	31 102	1 115	20 632	1 199	7 692	269	71	90	34	12 867	32
3 personnes	58 977	46 277	1 489	30 862	1 629	11 669	308	109	156	55	12 654	46
4 personnes	63 490	52 384	1 751	35 041	1 805	13 241	287	99	126	34	11 069	37
5 personnes	57 338	48 189	1 582	33 039	1 423	11 666	223	96	143	17	9 122	27
6 personnes	48 133	40 922	1 217	28 801	939	9 632	145	62	106	20	7 180	31
7 personnes	36 192	31 271	798	22 754	499	6 975	95	74	74	2	4 898	23
8 personnes	27 291	23 874	558	18 012	282	4 874	51	48	46	3	3 397	20
9 personnes	22 896	20 310	473	15 744	175	3 785	41	38	53	1	2 568	18
10 pers. ou plus	22 088	19 698	477	15 709	157	3 233	39	30	48	5	2 367	23
Hommes chefs de ménage	344 703	326 875	9 712	228 729	8 020	78 174	496	662	894	188	17 547	281
Ménages de :												
1 personne	24 499	21 073	453	13 388	772	6 220	73	51	78	38	2 385	41
2 personnes	32 732	29 397	1 076	19 605	954	7 520	60	69	84	29	3 306	29
3 personnes	47 538	44 614	1 451	29 848	1 409	11 516	79	108	153	50	2 882	42
4 personnes	53 328	50 889	1 708	34 103	1 647	13 096	88	95	121	31	2 407	32
5 personnes	49 030	47 030	1 552	32 297	1 325	11 543	69	92	138	14	1 974	26
6 personnes	41 638	40 036	1 197	28 210	868	9 329	49	60	104	19	1 572	30
7 personnes	31 809	30 715	789	22 353	466	6 928	34	74	71	-	1 072	22
8 personnes	24 338	23 561	550	17 796	262	4 842	20	45	45	1	758	19
9 personnes	20 669	20 070	463	15 576	168	3 761	10	38	53	1	581	18
10 pers. ou plus	20 122	19 490	473	15 553	149	3 219	14	30	47	5	610	22
Femmes chefs de ménage	67 339	9 354	227	5 872	1 077	931	1 176	20	29	22	57 962	23
Ménages de :												
1 personne	8 137	1 129	26	619	217	118	141	4	3	1	7 002	6
2 personnes	11 269	1 705	39	1 027	245	172	209	2	6	5	9 561	3
3 personnes	11 439	1 663	38	1 014	220	153	229	1	3	5	9 772	4
4 personnes	10 162	1 495	43	938	158	145	199	4	5	3	8 662	5
5 personnes	8 308	1 159	30	742	98	123	154	4	5	3	7 148	1
6 personnes	6 495	886	20	591	71	103	96	2	2	1	5 608	1
7 personnes	4 383	556	9	401	33	47	61	-	3	2	3 826	1
8 personnes	2 953	313	8	216	20	32	31	3	1	2	2 639	1
9 personnes	2 227	240	10	168	7	24	31	-	-	-	1 987	-
10 pers. ou plus	1 966	208	4	156	8	14	25	-	1	-	1 757	1